

n° 23
mercredi
28 fev.

APL Nantes Bulletin régional

de l'Agence de Presse Libération

- 2 - calendrier
- 3 - Saumur : interdiction de la manifestation de défense de la forêt de Fontevraud.
- 3 - Nantes : grève à la CPIO.
- 4 - Nantes : les suites de la distribution au lycée Guist'hau du tract du docteur Carpentier.
- 5 - 6 - document : la circulaire de l'UNAAPE, association de parents d'élèves d'extrême-droite.
- 7 - des paysans travailleurs tirent le bilan des blocages de camions de lait.
- 8 - 9 l'affaire "Garnier".
- 10- lu dans la presse.
 - Tract du Comité d'Information Anti-impérialiste distribué à la projection du film "Etat de siège"
 - Nantes : violences contre des commerçants et artisans par le service d'ordre du S.A.C.
 - Vannes : procès d'opinion contre des militants du PSU et des travailleurs

AGENCE DE PRESSE LIBERATION, 14 rue de Bretagne, 75003 Paris.
Directeur de publication Maurice Clavel. Imprimerie spéciale A.P.L.
Prix du numéro : 1 franc.

Bureau régional : Librairie 71, 29 rue Jean Jaurès, 44000 Nantes.

Abonnements les 12 numéros : à partir de 10 francs. Organismes : 15 francs
Abonnement de soutien 15 f. ou 20 f.

Vente au numéro : Nantes : Librairie 71
St Nazaire : librairie Le Tiers Livre, avenue de la République.

PERMANENCE TELEPHONIQUE : 75 52 64 à partir de 18 heures sauf samedi
et dimanche

calendrier

2

film : "les paysans du Larzac" St Père en Retz mercredi 28 à 20h30 à la Maison Familiale.

Legé, vendredi 2 mars à 20h30 à la salle de cinéma. Ce film tourné durant l'été 72 par des militants sera projeté à plusieurs reprises, mais ne reviendra pas de sitôt en Loire-Atlantique Pour le retenir : C.D.J.A, Maison de l'Agriculture, 46bis rue des Hauts Pavés, Nantes.

Orvault : projection de diapos, débat sur le Larzac vendredi 2 à 20h30

Nantes : mercredi 28 réunion organisée par le Comité Nantais de Défense des Libertés contre la Répression salle Paul Fort (ex ciné Monfort), place Talensac. Avec la participation de : M. Taupier, chargé de cours à la faculté de droit de Nantes, Me Le Mappian, avocat, Me Jaffré, avocat, R. Andrieu, syndicaliste. Le Comité rassemblera notamment les témoignages sur les violences des nervis du SAC le 22 février.

Nantes : meeting du Front Solidarité Indochine mardi 6 mars cinéma le Celtic avec M.F. Kahn, le groupe pop Everlasting, un spectacle théâtral d'après Benedetto, film, montage, poèmes vietnamiens.

La Roche s/Yon : mercredi 28, conférence-débat avec le pasteur Cruse sur l'objection de conscience. Centre St Hilaire 20h30

nouvelles brèves

Nort s/Erdre : 200 à 250 personnes ont assisté au débat-projection sur le Larzac le vendredi 23 à la salle des Loisirs. A la suite de cette soirée, un télégramme a été envoyé aux paysans du Larzac pour les soutenir

Saint-Nazaire : un ouvrier échaffaudier de 22 ans est pris d'un malaise le 22 pendant son travail. Son compagnon le voit s'effondrer à côté de lui et glisser par dessus bord. Il se précipite et l'attrape par un pied mais la botte lui reste dans la main. L'ouvrier fait une chute de 22 mètres et s'écrase dans la cuve du pétrolier. Peu après, la direction des chantiers fait courir le bruit non d'un accident mais d'un suicide.

Mayenne : samedi 17, des paysans ont bloqué 6 camions de lait en 2 endroits. Ils les ont relâchés peu après.

SAUMUR : Interdiction de la manifestation de défense de la forêt de Fontevraud

La manifestation prévue le samedi 24 à Saumur par le comité de Défense de la forêt de Fontevraud a été interdite. Mais les agriculteurs ont distribué un tract en ville :

"Une manifestation toute pacifique devait avoir lieu aujourd'hui dans votre ville. Les paysans, riverains de la forêt de Fontevraud, voulaient tout simplement attirer l'attention de la population saumuroise et expliquer le très important problème de l'extension du terrain militaire. Cette manifestation n'a pas été autorisée. Vous ne devez pas voir de tracteurs à Saumur. C'est ainsi.

Des provocateurs cherchent depuis longtemps à discréditer notre mouvement. Nous le savons. Mais nous sommes capables, maintenant comme par le passé, de présenter nos arguments dans le calme. Ce n'était donc pas une raison pour empêcher l'information. Nous voyons dans cette décision la volonté délibérée de continuer à étouffer nos légitimes revendications et une preuve de plus de l'incapacité des responsables d'assurer la liberté d'opinion des faibles dans le calme. Nous nous sentons encore une fois profondément humiliés. Nous protestons avec la plus grande indignation contre cette décision arbitraire dont les motifs réels sont inconnus.

Monsieur le Ministre accepte enfin de rencontrer les délégués des municipalités et du Groupement de Défense au cours des prochaines semaines. Nous lui disons solennellement (à lui ou à son successeur) : attention ! Ne cherchez pas à nous tromper ! Arrêtez dès maintenant toutes opérations. Car il est impossible, alors, quelles que soient les habiletés déployées et dont nous ne sommes pas dupes, d'arrêter la colère en marche."

NANTES : Grève à la C.P.I.O.

Lundi 19, les O.S. de la C.P.I.O reconduisent un débrayage d'une heure en grève illimitée contre les conditions de travail et de salaire. Ils exigent : 60 F. d'augmentation mensuelle uniforme, le 13^e mois, une révision des taux de poste, de nombreuses améliorations portant sur la ventilation, le temps de pause... Les travailleurs ont formé un piquet et commencé d'organiser des réunions et discussions par poste de travail. Mercredi soir et jeudi matin, le travail a repris après une journée confuse, les ouvriers étant divisés sur la conduite à tenir. Ils n'ont obtenu que partiellement satisfaction.

NANTES : manifestation contre la venue de Le Pen samedi 24 février

communiqué des organisateurs: Les organisations Lige Communiste, Proletaire (Ligne Rouge) et Révolution! rappellent qu'elles sont les seules à avoir appelé à manifester dans la rue contre la venue à Nantes d'un meeting du Front National présidé par le fasciste notoire Le Pen, samedi 24 au soir. (Nous précisons à cet égard que le PSU n'était pas partie prenante de cette manifestation, ce que d'ailleurs nous déplorons.) Elles constatent qu'un quadrillage policier énorme (18 cars de CRS) tentait d'empêcher la manifestation, que seule la détermination des manifestants face aux forces de police a permis la dispersion sans incidents. Elles informesnt que 2 jeunes lycéens ont été pris à partie et violemment frappés aux alentours de la salle Colbert par le service d'ordre fasciste ceci sous les yeux des CRS impassibles (n'étaient-ils pas là pour protéger le meeting fasciste?)

Une collusion aussi ouverte entre le pouvoir (et sa police) et les groupes fascistes n'est ni nouvelle ni étonnante, elle ne fait que renforcer notre détermination à lutter contre toutes les bandes armées du capital.

L' INFORMATION SEXUELLE A FOIST'HAU

Une réunion sur la contraception avait été organisée dans le cadre du club d'information du foyer socio-éducatif. Elle devait avoir lieu avec le Dr Vincent le vendredi 26 Janvier.

Mardi 23 Janvier, l'UNAAPE intervient auprès de Madame le Censeur (Madame la Directrice étant absente pour des raisons familiales) afin d'obtenir l'annulation de cette réunion(?). Prévenue de la situation Madame la Directrice décide de reporter sine die cette réunion. Il est à noter que la directrice avait oublié(?) de réunir la commission permanente chargée de voter l'autorisation des conférences du club information et UNESCO.

Vendredi 23 Janvier : Malgré l'interdiction 70 à 80 élèves se réunissent à l'heure prévue pour la conférence. Elles veulent protester contre le report de cette réunion. Elles sont obligées de quitter le lycée.

Vendredi 26 Janvier : réunion de 200 élèves pour protester contre le renvoi de la réunion et exiger une nouvelle date. Les décisions suivantes sont prises:

- un communiqué dans la presse expliquant la situation, les élèves ne comprenant pas les raisons de la directrice
- prise de contact avec les fédérations Cornec qui appuient les décisions des élèves. (et Armand)

Lundi 29 Janvier : l'UNAAPE adresse à l'administration un message de félicitations pour sa sage décision d'avoir annulé la réunion.

10 heures : une communication de la directrice est affichée sur tous les murs. Elle s'élève violemment contre l'UNAAPE, affirmant qu'elle n'a jamais interdit cette réunion et que celle-ci aura lieu dans les plus brefs délais.

Mardi 30 Janvier : Distribution d'un tract des élèves annonçant à tout le lycée les décisions de la Directrice.

Mercredi 31 Janvier : la commission permanente cautionne la tenue de cette réunion pour le jeudi 18 Février.

Vendredi 2 Février : la fédération Cornec appuie officiellement l'action entreprise par le lycée.

Jeudi 18 Février : la réunion a lieu, mais l'administration et les présidents des parents d'élèves étant présents contrairement aux demandes des animateurs du club d'information à l'époque où la Directrice avait autorisé cette réunion, une quarantaine d'élèves ont quitté la salle, après que leur parole ait été violemment prise à partie par la Directrice. Il est à noter que la Directrice, de plus, a traité un professeur (qui approuvait la sortie des élèves) de "quignol" (?)

A SUIVRE

Ass. Autonome de Parents d'Élèves
U. N. A. A. P. E.
9, Rue du Chapeau Rouge
44 - NANTES

- P A R E N T S -

UNE VIOLENTE OFFENSIVE VISANT A DETRUIRE LA FAMILLE EST EN MARCHÉ

LES LIENS NATURELS UNISSANT PARENTS ET ENFANTS SONT LA CIBLE N° 1
DE LA POUSSÉE REVOLUTIONNAIRE

LA SANTE MORALE ET L'EQUILIBRE DE NOS ENFANTS SONT EN DANGER.

EN TOUTE OBJECTIVITE ET EN TOUTE CONSCIENCE,
L'ASSOCIATION AUTONOME DES PARENTS D'ELEVES DU LYCEE G.
QUIST'HAU VOUS EXPOSE CI-APRES, DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE
LES EVENEMENTS ET INCIDENTS QUI ONT CONDUIT LA DIRECTION DU
LYCEE A AUTORISER UNE CONFERENCE SUR LA CONTRACEPTION
JEUDI 8 FEVRIER A 18 HEURES AU FOYER DU LYCEE.

PARENTS, A VOUS DE JUGER ;

ET POURQUOI PAS, DE MANIFESTER

MARDI 16 JANVIER 1973, à 14 HEURES : Le tract "CARPENTIER", intitulé "Apprenons à faire l'amour", ainsi qu'un second tract incitant les élèves à la débauche et à la révolte, sont distribués à profusion sous le porche du lycée sans que personne n'intervienne.

(Nous tenons à la disposition des parents une photocopie de cette littérature édifiante).

VENDREDI 19 JANVIER : Paraissait dans la presse un communiqué de l'association PEEP protestant sagement, et annonçait le dépôt d'une plainte à monsieur le Procureur de la République.

SAMEDI 20 JANVIER : Un communiqué de presse de notre association était diffusé avec 24 heures de retard. Parallèlement, nous avons déposé une plainte à monsieur le Procureur de la République.

De plus, nous en avons avisé l'inspection d'Académie, le Rectorat, messieurs les ministres de l'Intérieur, de l'Éducation Nationale et monsieur le Garde des Sceaux, en demandant l'application immédiate de mesures tendant à éviter le renouvellement de faits semblables.

Silence total et combien éloquent de l'association CORNEC.....

LUNDI 22 JANVIER : Toutes les élèves, sans aucune distinction d'âge, sont informées par affiches dans les couloirs, que le Club Information du Foyer Socio-Educatif organise une réunion sur la contraception avec la participation du docteur VINCENT.

MARDI 23 JANVIER : Dès 9 heures, monsieur GARSON, président de l'AAPE, et madame PEIGNE, vice-présidente, interviennent, en l'absence de madame la Directrice, auprès de madame Le Censeur, pour protester contre la tenue de cette réunion, organisée sans consultation préalable des parents, et à leur insu.

Nous sommes stupéfaits d'apprendre que le Club Information du Foyer, par le biais duquel on peut se livrer à toutes les propagandes, n'a ni heure ni lieu de réunion prévus, ni programme déposé, ni responsables (élèves et enseignants) recensés sur les registres du lycée ; mais par contre qu'il est officieusement animé par un élève de terminale et par un professeur dont les appartenances avec les milieux gauchistes ne sont un secret pour personne.

Nous intervenons également auprès du Rectorat de Nantes en vue d'obtenir l'annulation de cette réunion.

JEUDI 25 JANVIER : La direction du lycée annonce aux élèves le renvoi "sine die" de la réunion.

SAMEDI 27 JANVIER : Communiqué de presse d'un groupe d'élèves "qui n'acceptent pas les raisons invoquées par l'administration".

A 10 heures, dans la cour du lycée, manifestation d'un petit groupe d'élèves réclamant la levée de l'interdiction.

LUNDI 29 JANVIER : Nous adressons à l'administration du lycée un message de remerciements au nom des parents pour sa sage décision d'annuler la réunion.

Vers 10 heures, stupéfiante communication personnelle de madame la Directrice qui affiche sur tous les murs, dans tous les couloirs et dans le hall principal du lycée une violente attaque personnelle contre notre association, et qui affirme "qu'elle n'a jamais interdit la réunion sur la contraception" et que "celle-ci aura lieu dans les plus brefs délais" ; préjugant ainsi de l'avis des parents, et de l'avis de la commission permanente dont elle sollicitera la caution pour couvrir sa responsabilité.

MARDI 30 JANVIER : Diffusion à l'intérieur du lycée de deux tracts :

- Le premier, véritable communiqué de victoire des élèves, dont les termes situent très bien le peu de considération et le manque de respect qu'elles ont pour l'administration de leur lycée, et dans lequel il est prise bonne note du poids que représente sur les décisions de l'administration les rassemblements d'élèves et les chahuts.

- Le second, signé "REVOLUTION" (?) appelle les élèves à se regrouper "pour diffuser l'information qu'on leur refuse" sur la sexualité, la contraception, l'avortement, les relations sexuelles dans et hors le mariage, la virginité, etc....., et à lutter contre tous les aspects de la répression et de l'oppression (sic).

Aucune réaction de l'administration.

MERCREDI 31 JANVIER : Convocation par l'administration de la Commission Permanente pour 17 heures.

N'y étant pas représentés, nous faisons parvenir dès 8 heures à madame la Directrice une communication à lire à la Commission, communication exposant nos motivations, et vous trouverez le texte intégral en page 4.

Par son vote, la commission permanente, dont seules les associations PEEP et CORNEC font partie, cautionne la tenue de cette conférence.

Les clauses prévoyant la présence des représentants des associations en qualité d'observateurs, ainsi que l'obligation faite à l'administration d'avertir les parents de cette réunion semblent être les seules concessions que notre intervention a permis d'obtenir.

JEUDI 1er FEVRIER : Affichage au lycée et programmation de la réunion sur la contraception pour le jeudi 8 février à 18 heures au grand foyer.

VENDREDI 2 FEVRIER : Communiqué de presse de l'Association CORNEC qui approuve l'action entreprise par le lycée et demande son application immédiate. De plus, cette association a l'audace de s'attribuer à posteriori la décision de convocation de la commission permanente et d'avertissement aux parents.....

SAMEDI 3 FEVRIER : La directrice du lycée, par une communication aux parents les informe de la réunion prévue sur la contraception, et, dénaturant les recommandations de la commission permanente, qui demandait l'autorisation des parents pour y assister, entend faire retomber sur les parents la responsabilité des conséquences que cette déplorable conférence est susceptible d'entraîner. Ne dit-elle pas en effet : "Les parents qui ne veulent pas que leur enfant assiste à cette réunion doivent prendre via à vis de lui les dispositions qu'ils jugeront utiles" !!!!

Les parents des élèves internes devront-ils se déplacer pour empêcher leur fille d'y assister ?

En cette pénible affaire, nous regrettons vivement que, malgré notre appel, l'association PEEP ait cautionné cette entreprise d'intoxication ; afin, dit-elle, de ne pas perdre le contact avec les jeunes, afin de conserver le dialogue !!! Dialogue avec qui ? Avec une infime minorité agissante de jeunes politisés et manipulés ? qui renient la société, qui méprisent leurs parents et leurs maîtres, qui prêchent la révolution, l'anarchie, la jouissance matérielle ?

Nous refusons cette attitude démagogique qui consiste à toujours laisser la parole à ceux qui crient le plus fort. Nous refusons à cette minorité le droit de parler au nom de tous les jeunes qui dans leur grande majorité aspirent à poursuivre leurs études dans le calme.

Avec la fédération CORNEC il n'y a jamais eu d'ambiguïté ; tout le monde sait aux services de quels intérêts elle agit ; d'ailleurs, dès la rentrée de septembre nous avons publiquement annoncé la vaste offensive de démolition qui se préparait, et au déroulement duquel nous assistons.

L'Education sexuelle, la contraception, l'avortement, la liberté sexuelle, la drogue, les revendications de toutes sortes (tels les objectifs de conscience), autant de prétextes pour entretenir l'agitation. Tout est entrepris pour isoler l'individu, pour le couper de sa famille, pour le détruire moralement et physiquement afin de mieux l'asservir et le dominer.

Il est encore temps pour vous parents de réagir et de reprendre en mains l'avenir de vos enfants.

TEXTE DE LA COMMUNICATION ADRESSEE PAR L'A. A. P. E.
A LA COMMISSION PERMANENTE DU LYCEE

Ass. Autonome de Parents d'Elèves
U. N. A. A. P. E.
9, Rue du Chapeau Rouge
44 - NANTES

NANTES le 31 Janvier 1973

L'Association Autonome des Parents d'Elèves du Lycée G. Guist'haut tient à informer, préalablement à l'ouverture de la discussion, les membres de la Commission Permanente des motifs qui l'ont amenée à demander l'annulation de la réunion sur le problème de la contraception.

Considérant que cette réunion s'adresse à des mineurs en leur offrant la possibilité d'y assister à l'insu de leurs parents qui, il faut bien le rappeler, demeurent seuls responsables moralement, financièrement et pénalement ;

Considérant que la mise aux programmes scolaires d'une information sexuelle est prévue pour la rentrée scolaire ;

Considérant que les commissions à l'échelon ministériel sont actuellement réunies en vue de définir le contenu et l'étendue de cette information ;

Considérant que notre président national doit ce jour avoir un entretien avec monsieur FONTANET, ministre de l'Education Nationale, pour l'entretenir de la situation créée par la diffusion du tract "Carpentier" et des commentaires qui l'accompagnent dans un grand nombre d'établissements, ainsi que du problème particulier au lycée Guist'haut relatif à une réunion éventuelle sur la contraception et des remous que son annonce, son annulation et sa reprise ont provoqués ;

Considérant que notre président national doit demander à monsieur le Ministre la diffusion de recommandations adressées aux chefs d'établissements sur la situation créée ;

Considérant qu'il n'y a pas péril en la demeure ;

Considérant enfin qu'il y a un risque certain à laisser croire aux élèves qu'un rassemblement constitue une intimidation suffisante ouvrant la possibilité à d'autres revendications ;

Par ces motifs :

L'association Autonome de Parents d'Elèves du lycée G. Guist'haut prie respectueusement les membres de la Commission Permanente de bien vouloir examiner en conscience et en dehors de toute considération politique, démagogique ou polémique, les raisons de sa requête, en s'en tenant à la neutralité garante du respect de l'opinion de chacun.

Si les membres de la Commission Permanente décidaient de maintenir cette réunion, qu'ils fassent la preuve de la pureté de leurs intentions en demandant :

- que l'administration en informe au préalable les parents par lettre ;

- que les enfants ne soient admis à assister à la réunion que munis d'une autorisation écrite de leurs parents ;

- que de plus un contrôle strict soit exercé à l'entrée sous la responsabilité de l'Administration.

L'association Autonome des Parents d'Elèves du Lycée G. Guist'haut demande que la présente requête soit annexée au procès-verbal de la réunion de la Commission Permanente.

Le Président
Ch. GARSON

UNE AFFAIRE A SUIVRE : L'AFFAIRE MARTIN (Sucé - Carquefou)

(Dossier présenté par des militants CFDT, CDJA, Associations Familiales)

Au mois de mars 1972, les époux G. et leurs 7 enfants habitent en Normandie. J.G. CHERCHE DU TRAVAIL comme OUVRIER AGRICOLE. HENRI MARTIN, MARCHAND DE CHEVAUX à SUCE, se propose de l'embaucher. Ils discutent des conditions de travail, de logement, du déménagement. "le salaire sera de 1000 Frs, plus les avantages en nature : maison, jardin, et le produit d'une vache à lait pour la famille", vache dont devra s'occuper S.; seul J.G. est embauché.

"le déménagement, pas de problème : la prise en charge sera assurée par les Allocations Familiales du fait que vous viendrez dans une maison qui a le confort."

Bien sûr, rien de tout ceci n'est écrit.

Après un mois de travail à Sucé, J.G. fait venir sa famille, comme prévu.

Qui sont les époux J. et S. G. ? Tous les deux sont des enfants de l'Assistance Publique. Dès son plus jeune âge, J. a travaillé dans les fermes; aller à l'école, c'était perdre du temps !

Le mois de mai passe, puis vient Juin. J.G. tombe malade. Il a 8 jours d'arrêt de travail dûment notifiés par le médecin. Sa femme enceinte, qui habituellement traite la vache, ne le fait plus depuis quelques temps, à cause d'une allergie cutanée. J.G., quoique malade fait la traite pour remplacer sa femme. Les frères MARTIN ne l'entendent pas ainsi et le traitent de fainéant. HENRI MARTIN lui donne 8 jours pour quitter le boulot, puis, pénétrant dans la maison, il va jusqu'à giffler S.G.

Soufflés de tels procédés, les époux G. font faire un certificat médical puis portent plainte pour giffle. Ils contactent l'inspecteur des LOIS SOCIALES EN AGRICULTURE qui leur confirme leur droit d'avoir 3 mois de préavis. L'inspecteur prend contact avec MARTIN qui s'exécute. LES FRERES MARTIN, VEXES, CONTINUENT LA REPRESSION.

- ils retirent la vache à la famille
- ils font trainer les feuilles pour les Allocations Familiales
- le JARDIN est PASSE au ROTAVATOR.

Le 12 Octobre, MICHEL MARTIN appelle au tribunal les époux G. pour être expulsés de leur maison. Le tribunal prononce l'expulsion sous quinzaine, avec, au besoin, l'assistance de la force publique.

Cela ne suffit pas aux MARTIN. Devant la maison où habitait la famille G., ils possèdent un silos de maïs; les enfants, en jouant,

.../...

font des trous (de peu d'importance) dans le silos. MARTIN (frères) appellent les flics, portent plainte, et demandent 350 Frs de dommages et intérêts. L'affaire passera, sans aucun doute, au Tribunal

Depuis, J.G. a trouvé du travail à Carquefou. La famille qui comprend 10 membres maintenant, habite une petite maison humide et insalubre dans cette même commune. Trois petites chambres, pas de salle d'eau; la cuisine est si petite que l'on sort la table dans la journée pour la rentrer au moment des repas; l'eau ruisselle sur les murs.

Voilà comment aujourd'hui, chez nous, on exploite des gens, en profitant de leur situation (famille nombreuse, manque d'instruction), pour les écraser encore plus.

NOUS TOUS, NOUS DEVONS MANIFESTER NOTRE SOLIDARITE

PLUSIEURS ELEMENTS SONT A VERSER AU DOSSIER

A) Martin n'a pas respecté ses promesses, tout d'abord au niveau du - salaire (...) le SMIG n'est même pas respecté. Pour justifier un tel salaire, MARTIN disait que G. n'était pas souvent à son travail, qu'il ne faisait pas beaucoup d'heures. Ce n'est pas l'avis des voisins qui ont vu et connu J.G. au travail : des voisins certifient avoir vu (documents écrits à l'appui) J.G. cet été, travailler de 6 h 30 à 12 h 30 et de 1 h 30 à 18 h 30.

- le 7 Avril, MARTIN Henri adresse une lettre à l'épouse de J.G. où il parle de la prime de déménagement. Il savait très bien à l'époque que le logement ne possédait ni eau, ni salle d'eau notons bien : Henri MARTIN

B) MARTIN entretient la confusion

C'est MARTIN Henri qui s'occupe des Allocations familiales mais c'est MARTIN Michel, l'employeur, comme le prouve le certificat de travail (document écrit à l'appui). C'est une façon pratique de se reporter les responsabilités : "non, ce n'est pas moi, c'est mon frère"... C'est une façon pratique d'entretenir la confusion.

Il faut dire que les frères MARTIN sont bien connus et ne sont pas à leur coup d'essai... : un précédent ouvrier agricole, célibataire, qui a travaillé sur les exploitations MARTIN, se plaint aussi du salaire qu'il a perçu durant ses années de travail : il réclame plus de 2 millions de perte de salaire. (En 1972, une fois le prix de sa nourriture et de sa chambre déduit, Henri MARTIN lui "donnait 500,00 Frs").

.../...

La famille MARTIN possède des terres sur près de 10 communes. Pour dissimuler ce cumul d'exploitations, tous les membres de la famille sont déclarés exploitants ! Alors que tout le monde sait bien qu'il n'y a que MICHEL et HENRI qui exploitent ! et tout le monde sait aussi que le but lucratif est le commerce des chevaux de trait et même, si celui-ci périclite à l'heure actuelle, ils se reconvertissent dans les chevaux de selle.

Malgré la confusion entretenue, il est clair que c'est MICHEL MARTIN QUI EMPLOYAIT J.G. et que c'est HENRI MARTIN QUI EST RESPONSABLE DE L'AUTRE CAS. NOUS DEVONS DONC LES CONSIDERER COMME COMPLICES, TOUS LES DEUX, DANS LEUR RESPONSABILITÉ.

PEUT-ON PARLER DE JUSTICE ?

Quand S.G. porte plainte contre Henri MARTIN pour la gifle qu'elle a reçue, l'affaire tombe dans les oubliettes, il n'y a pas de suite !

Quand Michel MARTIN assigne au tribunal la famille G. pour être expulsée, le tribunal n'hésite pas à prononcer l'expulsion dans la quinzaine d'une famille de 7 enfants, bientôt 8, avec, s'il le faut, une mobilisation de la force publique.

Il paraît que Henri MARTIN avait un besoin urgent de son habitation. Depuis le mois de Septembre, la maison est toujours vide.

Ce n'est malheureusement pas le seul exemple où la justice favorise les riches et où l'on peut dire qu'il N'Y A VRAIMENT PAS DE JUSTICE !

LA VRAIE JUSTICE DOIT TRIOMPHER !

Les époux G. et leurs enfants ont besoin de notre solidarité et de notre soutien. Ainsi, ils pourront faire triompher la justice.

Avec l'accord de l'Inspecteur des Lois Sociales en Agriculture, qui a dressé un procès verbal à Michel MARTIN, J.G. s'est porté Partie Civile devant le tribunal de police pour faire valoir ses droits.

NOUS APPELONS A LA FORMATION D'UN COMITE DE SOUTIEN !

P.S. : informations de dernière minute : la maison mise à la disposition de la famille G. ne remplissant pas les conditions d'hygiène requises, les frais de déménagement qui s'élevaient à 1.400,00 Frs n'ont pas été payés par les Allocations Familiales ! aujourd'hui il y a menace de saisie pour remboursement de ces frais.

LAISSERONS-NOUS SE FAIRE UNE INJUSTICE AUSSI FLAGRANTE ?

Suite à la réunion du 14.2.73 à la Chapelle sur Erdre (60 personnes) formation d'un comité de soutien pour dénoncer cette affaire et apporter le plus vite possible une solution à la famille G. avant de passer à l'action vis à vis des MARTIN !

BILAN DE L'ACTION LAITIÈRE PAR UN GROUPE DE
PAYSANS TRAVAILLEURS

Dans les jours qui ont suivi l'action, nous nous sommes réunis un groupe de Paysans Travailleurs. Nous avons fait une première critique de l'action ainsi que de notre attitude.

- le thème de l'action, au départ, était le "bradage". C'est une base bien ambiguë car notre but n'était pas de faire augmenter le lait aux consommateurs. Nous devions donc passer rapidement au Prix de revient. Tout au long de l'action, on en parle, mais on garde toujours en filigrane le problème bradage.
- les objectifs de la lutte. Très rapidement, 2 objectifs se dessinent : attendre Grandin (PDG d'ULN) et élargir aux autres départements :

- attendre GRANDIN - quel avantage avions-nous à rencontrer Grandin, si l'on voulait se battre sur le prix de revient, c'était l'ensemble des transformateurs qui nous intéressait. La seule chose qu'aurait pu faire Grandin - et nous n'en voulions pas - c'est augmenter le lait à la consommation.
- Élargir la lutte - On a vu que les autres départements ont eu des difficultés à se mobiliser. Le pouvaient-ils s'il n'y avait pas chez nous un éclaircissement des objectifs ? Alors, peut-être était-ce sur place, pour commencer, que la lutte devait s'étendre aux autres entreprises. Notre attitude à ce sujet : pendant 10 jours, nous avons été là à nous chercher. Des militants, sur le terrain, il n'en manquait pas. Mais on n'arrivait pas à se coordonner, à réfléchir ensemble. Nous aurions pourtant eu un boulot important à faire, si l'analyse sur les objectifs que nous venons de faire, nous l'avions faite sur place, et si nous avions organisé des discussions pendant les tours de garde; peut-être que cela aurait changé la tournure des événements.

- la direction de la lutte
Le démarrage a été provoqué par la région Nantes et la FDPL qui ont demandé le soutien de la F.D.S.E.A. qui, elle, s'est très vite sentie plus que solidaire, mais responsable de la lutte. Là aussi, notre attitude aurait pu changer beaucoup de choses. On aurait pu former un collectif chargé d'animer cette lutte et qui aurait été composé des gens qui étaient à l'initiative de l'action; ainsi que des gens qui se sentaient mordus. On aurait, bien sûr, retrouvé des responsables, mais en tant que "producteurs" et non en tant que responsables.
- Pour ce qui est de l'élargissement, on s'est aperçu aussi que ce n'est pas un coup de téléphone entre F.D.S.E.A. ou C.D.J.A. qui peut faire démarrer une autre action, mais il aurait fallu que des militants partent rencontrer d'autres militants des départements voisins.

Tout cela montre clairement que nous ne sommes pas encore assez organisés.

à propos des TUPAMAROS

Vous venez de voir ou vous allez voir "l'Etat de Siège" qui décrit une action des Tupamaros. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ?

L'Uruguay est un petit pays; 80 % de la population est dans les villes ; la terre sert pour l'élevage extensif dont le bétail fournit la principale ressource à l'exportation. 600 familles possèdent 50 % du sol ; très peu d'industrie.

Autrefois riche grâce à ce commerce, l'Uruguay ("la Suisse de l'Amérique Latine") connaît aujourd'hui une véritable faillite économique. Grâce à la dictature de l'oligarchie terrienne et des banquiers, le pays (comme la majorité des pays du Tiers-Monde) est en voie de sous-développement.

La division internationale du travail voulue par l'impérialisme américain impose des structures de dépendance. D'un côté, des producteurs de matières premières et de produits agricoles ; de l'autre, des producteurs d'articles manufacturés, ce qui permet le développement industriel de quelques pays et entrave le développement des autres.

- Les exportations sont déterminées par les prix du marché mondial ;
- Les industries légères, et peu nombreuses, dépendent de l'étranger pour leur construction, leur entretien, les combustibles, etc...
- Les prêts d'argent sont ceux du Fonds Monétaire International. Ils ne cessent d'aggraver la dette extérieure (l'Uruguay doit 900 millions de dollars).

Résultat : LA FAILLITE ECONOMIQUE. 200 000 chômeurs, 300 000 retraités et pensionnés dans la misère ; blocage des salaires, inflation ; la malnutrition !

La crise économique unissait le peuple dans une même colère ; alors, le budget de l'éducation nationale descend à 16 % et celui de l'armée et de la police monte à 27 % ...

C'est dans ces conditions que face à l'impuissance du Parlement, à la timidité et parfois à la corruption de la gauche officielle se crée le M.L.N. Mouvement de Libération Nationale (Tupamaros) formé de militants d'origine diverse, ex-membres du P.C., socialistes de gauche, maoïstes, anarcho-syndicalistes, chrétiens révolutionnaires. Ils ne sont pas les "terroristes" que décrivent les gouvernements vendus aux américains, ni des "Robins-des-Bois" non plus (ce que risque peut-être de laisser croire le film en ne montrant pas leurs liens avec les syndicats, leur travail politique dans les quartiers etc...). C'est un mouvement politique dont l'idéologie est le marxisme. Ils pratiquent la guerre révolutionnaire en sachant qu'elle n'est que la continuation de la lutte politique, l'expression supérieure de la lutte de classes.

Depuis la situation décrite dans le film, il y a eu des changements : la répression s'est faite plus féroce. Pendant des semaines, des mois, les militants sont torturés (électricité, cagoule sur la tête des jours de suite en station debout sans manger, la tête plongée jusqu'à l'asphyxie dans des baignoires remplies d'excréments, drogues etc.)

.../...

Dernièrement, les militaires ont pris le pouvoir. Le journal "le Monde" tente d'accréditer la légende suivant laquelle, lassés de la corruption des politiciens et en alliance avec une partie des Tupamaros, ils feraient la révolution ; Sans parler du fait que ce sont ces mêmes hommes qui viennent avec vigueur de mener la répression contre les forces populaires, il y a des limites à leur nationalisme. Car il n'y a pas de bourgeoisie industrielle avec laquelle ils puissent se lier pour développer un capitalisme national. Etre nationaliste en Amérique Latine passe par la lutte contre l'impérialisme dominant et donc par un changement radical de société : la révolution socialiste. La majorité des jeunes préfère participer à la lutte de libération nationale en versant son sang plutôt que de voir son pays transformé en bordel pour riches exploités locaux ou touristes impérialistes.

Comité d'information anti-impérialiste.

imp. P.H., 16 rue des Petits Hotels, Paris X

Nantes: La banque Worms a acquis 51% du capital de la B.N et collabore avec le groupe anglais United Biscuits. Worms est déjà un des principaux actionnaires de Saupiquet avec Olida, Générale Alimentaire et la Banque de l'Union Parisienne.

Carhaix: des producteurs de lait ont occupé jeudi 22 le laboratoire d'analyses des centres interprofessionnels du lait.

Impôts: les syndicats de la Direction Générale des Impôts dénoncent les consignes qu'ils ont reçues de reporter après le 12 mars toutes les opérations de recherche des fraudes, de fixation de forfait pour les commerçants et artisans, mesures prises à des fins électorales.

Licenciements: 17 ouvriers de Outélec - métallurgie à Angers ont été licenciés. Le personnel de l'entreprise a manifesté le 23, mais n'a obtenu qu'un sursis de 15 jours.

Cholet: le personnel des Ets Perrier a fait des débrayages pendant plusieurs jours pour revendiquer l'augmentation de 3,88 % prévue dans les accords d'entreprise.

Angers: les chauffeurs-éboueurs ont fait grève le 21 pour une révision de salaires.

Angers: les ouvriers de la corderie Courant se sont mis en grève le 21 pour l'amélioration des salaires et de la sécurité du travail.

Nantes: le 26, le personnel de Rousseau-Aviation s'est mis en grève pour un réajustement de salaire.

Licenciement: l'entreprise DUBO à Nantes annonce un nouveau licenciement collectif et la fermeture de l'atelier P.V.C, soit 50 à 95 salariés.

St-Nazaire: Michel de Kherkove, militant de "Lutte Ouvrière" et candidat suppléant de la 3^e circonscription de L.-A. comparait le 23 devant le tribunal pour rébellion et outrage à agent. Il avait été brutalement interpellé le 5 août 72 par une patrouille de police alors qu'il collait des affiches.

Nates : le personnel a commencé le 20 à entreprendre des actions à la C.F.E pour un rattrapage par rapport aux salaires de la métallurgie.

Nantes: la grève du zèle continuera à la C.N.T.C.(bus) tant que la direction et la municipalité ne tiendront pas compte des revendications des traminois.

Argentan: Plusieurs dizaines d'agriculteurs ont manifesté au tribunal, l'un des leurs passait en jugement pour avoir participé à une battue contre des sangliers qui dévastaient les cultures (le 20)

Paimbeuf: des bruits persistants de fermeture ou de réduction d'activité font peser l'inquiétude sur l'emploi des 700 salariés

Montoir: M. Lesage, ouvrier dragueur de la Sté Armor, s'est noyé en tombant dans la Loire alors qu'il travaillait sur un engin flottant (le 19)

NANTES : violences du service d'ordre du meeting Messmer

Jeudi 22 février se tenait un meeting animé par M. Pierre Messmer, premier ministre. A l'appel du CID-UNATI, une centaine de petits commerçants et artisans sont venus lui poser des questions sur leurs revendications. Plusieurs d'entre eux ont été agressés et frappés violemment dans la salle de la Beaujoire et devant l'entrée par des membres du S.A.C. portant des brassards à croix de Lorraine, qui se servaient de nerfs de boeuf et de matraques. Certains ont pu être reconnus comme nantais et constituant une partie de la garde personnelle de Messmer. De nombreux autres venaient d'ailleurs : on a relevé plusieurs cars immatriculés 33 et 91.

Dans la salle, les violences ont commencé dès le début. Quand Claudius-Petit a parlé de justice sociale, un groupe d'une dizaine l'a hué. Certains d'entre eux ont été agressés et virés violemment par le service d'ordre. D'autres ont été virés pour avoir refusé d'applaudir.

Un des blessés, M. Llinas, artisan plâtrier à Chantenay, a été ceinturé et immobilisé par plusieurs nervis du S.A.C pendant qu'un autre lui enfonçait son doigt dans l'oeil pour essayer de le lui arracher. Il y est presque parvenu; M. Llinas a un décollement de la rétine et il n'est pas sûr de conserver son oeil.

D'autres personnes que des commerçants ont été frappées, devant la salle, sur la route de St-Joseph. Notamment, un passant qui se trouvait là par hasard, voyant plusieurs nervis du SAC s'acharnant sur une personne à terre et l'absence complète de réaction de la police présente, a ~~texté et exprimé~~ ~~un~~ également été frappé et souffre d'une fracture du nez et d'un traumatisme crânien.

Le comité nantais de défense des libertés et contre la répression

"dénonce l'utilisation par le gouvernement pour des actions de commando et la protection des personnalités de la majorité des membres du S.A.C. recrutés parmi les tenanciers de bars plus ou moins louches, les proxénètes, des repris de justice, tous connus du ministère de l'Intérieur.

"s'élève contre ces méthodes qui rappellent les plus sombres années de l'occupation allemande lorsque les résistants étaient pourchassés par la Gestapo, méthodes qui sont employées encore actuellement dans tous les pays fascistes

"condamne avec la plus grande fermeté ces atteintes répétées aux libertés individuelles et collectives par le gouvernement de la V^e République qui avec cynisme par l'intermédiaire de ses ministres, dans le cadre de la campagne électorale, et notamment à la télévision, se déclare d'une part défenseur des libertés et qui d'autre part tente de faire croire aux français et aux françaises que l'arrivée au pouvoir de la gauche verrait la fin de leurs libertés. Qui donc les viole si ce n'est pas le gouvernement ?

"appelle en conséquence les françaises et les français à se montrer de plus en plus vigilants devant l'ampleur des agressions organisées et voulues par le gouvernement pour créer une psychose de peur en espérant influencer ainsi sur les françaises et les français pour le vote qui doit avoir lieu le 4 mars 1973

"Le 4 mars, français et françaises, vous aurez à juger les hommes au pouvoir et vous devrez vous souvenir des méthodes qu'ils n'ont cessé d'employer contre les travailleurs manuels et intellectuels, les petits commerçants et artisans, les agriculteurs en lutte pour l'aboutissement de leurs justes revendications et généralement contre tous ceux qui tentent de combattre pour une plus grande justice sociale et dont les derniers événements de la Beaujoire le 22 février 73 sont une illustration sanglante "Venez donc nombreux mercredi soir 28 au cinéma Monfort écouter les orateurs du Comité de Défense qui traiteront des libertés individuelles et collectives dans notre pays."

« Toute forme de mépris, si elle intervient en politique,
prépare ou instaure le fascisme ».

CAMUS.

**UN ANGE ET SES ARCHANGES sont descendus
parmi nous pour semer la bonne parole :**

MESSMER est arrivé !

Quelle éloquence ! Quelle sincérité dans ses propos et surtout quelle maestria quand il s'agit de faire manier la matraque et le ramponneau !

Quelle belle invention que le ramassis de barbouzes du S.A.C. !

Voilà au moins des gens qui savent montrer avec des arguments frappants dans quel bon sens il faut voter ! Ils sont bons à tout, même à vous indiquer quand il faut applaudir en vous entourant et en vous molestant, avec, à la sortie, l'utilisation scandaleuse du matériel amené par ce que l'on voudrait appeler un service d'ordre venu semer le désordre en jouant de la matraque, du nerf de bœuf et autres poings américains.

**AUTREFOIS, DANS LES RÉUNIONS POLITIQUES, LES CANDI-
DATS ORGANISAIENT UNE CLAQUE.**

Aujourd'hui, l'U.D.R. les donne !

PAN PAR CI, PAN PAR LA, APPLAUDISSEZ, SINON LA CORRECTION SERA ENCORE PLUS DURE.

LA DÉMOCRATIE U.D.R. EST DU FASCISME A L'ÉTAT PUR

Méprisés, bafoués, depuis plus d'une décennie, les Français sont mûrs pour subir le totalitarisme d'un état ou d'un homme : si besoin en était, la réunion de la Beaugeoire, à Nantes, le 22 février 1973, en apporte la preuve.

La presse radiodiffusée, télévisée ou écrite (sauf deux quotidiens nantais), étouffée par le pouvoir, ne parle pas des incidents, mais du succès d'un meeting truqué.

La salle avait été réduite d'un bon tiers par de fausses cloisons et il fallait montrer patte blanche pour pénétrer dans le cénacle, lequel était déjà rempli plus qu'à moitié par des mercenaires du S.A.C.

**LA POLICE EN UNIFORME N'A JAMAIS EU A INTERVENIR.
ELLE A SU GARDER SA DIGNITÉ ET SON SANG-FROID.**

Par contre, les vauriens du S.A.C. ont des méthodes rappelant singulièrement les miliciens ou la Gestapo des plus belles heures de 39-45.

**Qui se ressemble, s'assemble : M. MESSMER, LA TENUE DE VOS TROUPES VOUS A DISCRÉ-
DITÉ.**

D'ailleurs, un homme populaire n'a pas besoin d'acheter des forts à bras, véritables gardes-chiourmes dont la bassesse ne vaut que les « trente deniers » qu'ils ont dû toucher.

Un homme populaire sait remplir le Palais des Sports à Paris, le stade à Grenoble ou la Beaugeoire à Nantes sans être protégé à coups de poings.

De deux cents à deux cent cinquante membres du C.I.D.U.N.A.T.I. avaient réussi à s'infiltrer dans le Saint des Saints : écœurés, lorsqu'ils ont quitté la salle avant la fin, beaucoup d'autres personnes ont suivi et il ne vous restait pratiquement plus que vos miliciens comme auditoire : leur avez-vous parlé alors des scandales ?

**M. MESSMER, vous êtes arrivé bien petit dans l'esprit
des Français, vous êtes reparti encore diminué.**

A la Beaugeoire, grâce à vos « archanges », ce n'était pas Noël, mais plutôt « le grand soir ».

... l'homme de métier, si elle intervient en politique.
... ou l'absence de l'existence de...

MESSMER est arrivé !
UN ANGE ET SES ARCHANGES sont descendus
parmi nous pour semer la bonne parole :

Quelle éducation ! Quelle sincérité dans ses propos et surtout quelle maîtrise quand il s'agit de
faire parler le matras et le tamponneau !
Quelle belle invention que le tamassis de barbeaux du S.A.C. !
Voilà au moins des gens qui savent monter avec des arguments rapportés dans quel bon sens
il faut voter ! Ils sont bons à tout, même à vous indiquer quand il faut applaudir en vous entraînant et en
vous moquant avec à la sortie l'attention scandaleuse du matériel amené par ce que l'on voudrait appeler
un service d'ordre venu semer le désordre en jouant de la matrasque, du nef de bout et autres poignes
américaines.

**AUTREFOIS, DANS LES RÉUNIONS POLITIQUES, LES CANDI-
DATS ORGANISAIENT UNE CLAUDE.**
Aujourd'hui, l'U.D.R. les donne !

PAN PAR CI PAN PAR LA, APRAUDISSEZ, SINON LA CORRECTION SERA ENCORE PLUS DURE.

LA DÉMOCRATIE U.D.R. EST DU FASCISME A L'ÉTAT PUR.

Messiers, barbeaux, depuis plus d'une décennie, les Français sont mis pour subir le totalitarisme
d'un état ou d'un homme : si besoin en était, la réunion de la Bundestag à Nancy le 22 janvier 1973
en appoche la preuve.
La presse radiodiffusée, télévisée ou écrite (sauf deux quotidiens, nantais), étouffée par le pouvoir,
ne parle pas des incidents, mais du succès d'un meeting truqué.
La salle avait été réduite d'un bon tiers par de fausses cloisons et il fallait monter patte blanche
pour pénétrer dans la cathode, lequel était déjà rempli plus d'une moitié par des mercenaires du S.A.C.

**LA POLICE EN UNIFORME N'A JAMAIS EU A INTERVENIR.
ELLE A SU GARDER SA DIGNITÉ ET SON SANG-FROID.**

Par contre, les vauriens du S.A.C. ont des méthodes rappelant singulièrement les miliciens ou la
Gestapo des plus belles heures de 39-45.
Qui se rassemble, s'assemble : M. MESSMER, LA TENUE DE VOS TROUPES VOUS A DISCRÉ-
DITÉ.
D'ailleurs, un homme populaire n'a pas besoin d'acheter des fors à prix, véritables gardes-chiourmes
dont la présence ne vaut que les « trente deniers » qu'ils ont dû toucher.
Un homme populaire sait remplir le Palais des Sports à Paris, le stade à Grenoble ou la
Bundestag à Nancy sans être protégé à coups de poings.
De deux cents à deux cent cinquante membres du C.I.D.U.N.A.T.I. avaient réussi à s'infiltre dans
le Saint des Saints récépés, lorsqu'ils ont quitté la salle avant la fin, beaucoup d'autres personnes ont suivi
et il ne vous restait pratiquement plus que vos miliciens comme auditeurs : leur avez-vous parlé alors des
scandales ?

**M. MESSMER, vous êtes arrivé bien petit dans l'esprit
des Français, vous êtes reparti encore diminué.**

À la Bundestag, grâce à vos « échanges », ce n'était pas Noël, mais plutôt « le grand soir ».